



DIDIER LE GAC

Député de la 3ème circonscription du Finistère

Tribune

3 Décembre 2020

Le revenu universel : une vraie-fausse bonne idée

Un récent débat à l'Assemblée nationale a relancé la création d'un revenu dit universel. Ce revenu -d'environ 750 €- constituerait, selon ses promoteurs, un « socle » qui serait versé à tous les Français, sans conditions ni contreparties.

Si ce nouveau « revenu » peut permettre de simplifier et donc d'améliorer l'accès aux prestations sociales, j'y suis favorable. En effet aujourd'hui, 30% des plus démunis ne recourent pas à certains dispositifs d'aides parce qu'ils ne savent pas qu'ils y ont droit ou parce que les démarches pour les obtenir sont trop complexes. A fortiori, pour ceux de nos concitoyens qui vivent dans une très grande précarité.

Pour le reste, je suis opposé à l'idée d'élargir un revenu minimum à toute la population.

D'abord, parce qu'il existe déjà en France, et depuis 1988, le revenu minimum d'insertion (RMI) devenu revenu de solidarité active (RSA) en 2008. Et d'ailleurs, si le RSA agit comme un filet de sécurité, indispensable, il n'a cependant pas permis d'éradiquer la pauvreté.

Ensuite, si demain, il est créé un revenu de 750 € pour tous et sans aucune contrepartie, qu'en sera-t-il alors pour les salariés, les agriculteurs, les artisans et autres commerçants qui travailleraient mais gagneraient, pour certains, à peine plus que ceux qui percevraient le revenu universel ? De même, dans certains secteurs, comment feront les entreprises pour recruter et rendre attractifs les postes non pourvus ?

S'agissant des jeunes, et notamment des moins de 25 ans, plus qu'un revenu, je crois davantage en des accompagnements plus ciblés comme, par exemple, la Garantie Jeunes qui est une aide concrète à leur insertion professionnelle ou encore l'augmentation des bourses pour les étudiants.

Il existe énormément d'activités -comme le bénévolat- qui permettent de s'épanouir en dehors du travail et c'est une bonne chose. Mais pourquoi nier que le travail apporte aussi, outre un salaire, la socialisation, l'émancipation et je l'espère, le plus souvent possible, l'épanouissement ?

Surtout, une telle mesure me paraît irréaliste au regard de son coût. Au moment où nous traversons une crise sans précédent, et alors que nos dépenses sociales représentent déjà 30% du PIB, ce choix est clairement hors de portée de nos finances publiques.

Enfin, la création d'un revenu universel encoure le risque de compromettre notre modèle social, bâti dans l'après-guerre, et qui repose sur un principe simple : celui d'un système basé sur des cotisations (sécurité sociale, retraite, chômage) versées par le plus grand nombre. Plus il y a de personnes qui travaillent, plus il y a de cotisants et plus ils viennent alimenter la solidarité nationale. Notre société est suffisamment divisée. Inutile, avec de telles mesures, de voir se fissurer encore un peu plus la cohésion nationale.

Contact : Didier LE GAC – 02.98.33.02.20

didier.legac@assemblee-nationale.fr – Blog : <http://didierlegac.bzh/>